



Appel à participer aux manifestations des 15 et 16 juin

Le résultat des élections européennes est un désaveu cinglant pour des politiques menées depuis des décennies, politiques de sape des droits des travailleurs et de la jeunesse, de baisse du coût du travail, d'attaques contre les chômeurs, de saccage des services publics, dont l'École publique et l'Université, garantes du droit à l'instruction et à des qualifications reconnues pour tous.

Sous les présidences Macron, ces politiques se sont aggravées, avec la démolition du Code du travail, du Statut de la fonction publique, des retraites, de l'Assurance chômage, avec aussi la loi immigration, le recours systématique à l'article 49.3, la répression inédite des mouvements sociaux et de la jeunesse, la marche à l'économie de guerre...

Avec la dissolution de l'Assemblée nationale, Macron tente un nouveau coup de force, dans l'objectif de se trouver une majorité, quelle qu'elle soit, pour poursuivre sa politique de démolition des droits des travailleurs et des libertés de toute la population. Ce faisant, il crée une situation de péril extrême pour la démocratie.

Il faut arrêter cette marche destructrice !

FO ESR a pris connaissance d'un appel de Confédérations et d'Unions départementales à manifester le plus largement possible ce week-end des 15 et 16 juin contre l'extrême droite, contre la politique de Macron.

En conséquence, FO ESR appelle tous ses adhérents et tous les personnels à rejoindre les manifestations des 15 et 16 juin pour porter les revendications :

- > Abrogation de la réforme des retraites ! Retour à la retraite à 60 ans !
- > Stop à l'économie de guerre ! De l'argent pour les services publics, pas pour les armes ! Pour le cessez-le-feu en Palestine comme en Ukraine et l'arrêt du massacre de civils à Gaza ! Arrêt des livraisons d'armes à Israël et en Ukraine !
- > Augmentation des salaires !
- > Retrait de la réforme de l'assurance-chômage, de la loi Immigration, abandon du travail forcé et gratuit pour les allocataires RSA !
- > Abandon du projet Guerini de casse du statut de la Fonction publique !

Et plus particulièrement, dans l'Éducation nationale et l'ESR :

- > Retrait du SNU et de toutes les mesures de militarisation de la jeunesse !
- > Abandon de Parcoursup, de Mon master, reconnaissance des droits acquis par les diplômes nationaux !
- > Arrêt des attaques contre les droits des étudiants étrangers (droits d'inscription, visas...)
- > Abandon des anticipations du projet Guerini contre les statuts et le service public : « acte 2 de l'autonomie », réforme de la formation des enseignants et des concours d'enseignement...
- > Abrogation du « choc des savoirs » et de toutes les contre-réformes !
- > Arrêt de la répression à l'encontre des étudiants, des lycéens, des militants !

N.B. : FO ESR ne participera à aucun des « groupes de travail » ou réunions (sur la réforme de la formation des enseignants, l'« acte 2 de l'autonomie » et les EPE, etc.) qu'un gouvernement moribond tente de continuer à tenir pour appliquer envers et contre tous ses réformes destructrices. Place à la démocratie ! Place aux revendications !